



Les entreprises étrangères jugent la France plus attractive grâce aux réformes lancées depuis 2017

Paris, le 20 Novembre. La quatorzième édition des États de la France se tient demain à la Sorbonne en partenariat avec Business France. Elle confirme, pour la troisième année consécutive, l'amélioration de l'image de la France parmi les responsables d'entreprises étrangères implantées dans l'Hexagone.

La quatorzième édition des États de la France, organisée en partenariat avec Business France, réunit jeudi 21 novembre dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne plus de 700 hauts responsables d'entreprises étrangères implantées en France pour débattre de l'attractivité de la France. Les États de la France vont aussi cette année, répondant à l'appel du Président de la République, manifester la mobilisation des sociétés à capitaux étrangers dans leur démarche citoyenne en faveur de l'inclusion de la jeunesse défavorisée. A l'issue de la journée, la première cérémonie de remise des prix « Choose France » se tiendra au Petit Palais.

A mi-mandat du quinquennat d'Emmanuel Macron, la perception de la France par les dirigeants d'entreprises étrangères reste globalement très favorable. Le sondage réalisé par IPSOS*, pour « Les États de la France », auprès d'un échantillon de 200 dirigeants d'entreprises de plus de 250 salariés, démontre que la dynamique positive initiée depuis mai 2017 reste d'actualité. Ainsi, **86%** des responsables affirment que leur opinion vis-à-vis de la France s'est améliorée depuis la dernière élection présidentielle. Pour 25% d'entre eux, elle s'est même fortement améliorée. L'opinion sur l'attractivité de la France pour les entreprises fait un bond de 10% par rapport à 2018, atteignant **84%** de résultats positifs parmi les sondés.

Interrogés sur l'image que leurs sièges mondiaux ont de la France, **60%** des responsables interrogés estiment qu'elle est positive. Le chiffre, en baisse de 7 points par rapport à l'an dernier, reste très largement supérieur aux 27% relevés en 2016 et aux niveaux mesurés sous le quinquennat précédent (21% à 27%). De plus, **81% des sondés pensent que leurs maisons-mères vont investir davantage en France dans les années à venir, soit une hausse de 9 points en un an.** « Cette attractivité est soutenue par la volonté de réformer du gouvernement qui est clairement reconnue par des changements relatifs au droit du travail, à la pression fiscale et une politique volontariste pour supporter les nouvelles technologies et la redéveloppement de notre industrie. Si les échanges internationaux se contractent, les intentions d'investissement en France poursuivent leur progression à date par rapport à l'année dernière », confirme Pascal Cagni, Ambassadeur délégué aux investissements internationaux et Président du conseil d'administration de Business France.

L'impact du mouvement des « gilets jaunes » sur l'image de la France semble contenu

Ce constat globalement très positif se nuance de l'impact du mouvement des « gilets jaunes ». Ainsi, si la majorité (**61%**) des dirigeants interrogés affirment que le contexte social de l'année écoulée n'a pas « conduit leurs maisons-mères à reconsidérer des projets de développement en France », **39% sont**



d'un avis inverse. Le regard que pose leurs sièges mondiaux sur la France au cours des douze derniers mois a-t-il évolué ? Oui, répondent les responsables interrogés : seuls 33% estiment que leur perception s'est améliorée contre 44% qui jugent au contraire qu'elle s'est dégradée. Le mouvement des « gilets jaunes » largement médiatisé à l'étranger n'est sans doute pas étranger à ce résultat en demi-teinte.

Les responsables d'entreprises étrangères implantées en France jugent toutefois **positivement les actions et mesures prises par le Gouvernement pour sortir de la crise sociale de l'hiver dernier** : 57% estiment qu'elles ont eu des conséquences positives sur l'attractivité de la France.

Une politique gouvernementale favorablement jugée...

Plus largement, les mesures prises par le Gouvernement depuis 2017 ont permis l'amélioration de l'attractivité de la France, estiment les interrogés : **98% d'entre eux disent que les réformes engagées pour « améliorer l'attractivité de la France vont dans le bon sens »**. C'est le niveau le plus élevé mesuré depuis le lancement du baromètre. Plus généralement, ils estiment à **67%** que leurs maisons-mères dressent un bilan positif de la présidence d'Emmanuel Macron, contre 2% seulement pour qui le bilan est négatif. Le chiffre, en recul sensible par rapport à l'an dernier (-8 points), reste donc élevé. *« Les plans d'actions mis en place par le gouvernement pour renforcer les atouts structurels du pays ainsi que le choix, dans le domaine de la recherche et de l'industrie de maintenir le Crédit impôt recherche (CIR) par exemple ou encore celui de mettre en place des actions concrètes pour soutenir l'industrie, permettent une évolution de notre positionnement sur des critères fondamentaux, bases de l'attractivité de notre pays. »*, souligne Christophe Lecourtier, Directeur général de Business France.

Dans le détail, **l'action menée par le gouvernement en faveur des entreprises est très largement saluée. C'est notamment le cas des mesures fiscales** : 94% sont de cette opinion en ce qui concerne « la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés », 93% pour « la transformation du CICE en baisse de charges », 70% pour « l'augmentation de la CSG et la suppression des cotisations salariales maladie et chômage » ou encore 67% pour « la suppression de l'ISF et la création de l'IFI ». **Les réformes sociales sont aussi saluées** : 82% pensent que « la réforme de l'assurance chômage » va améliorer l'attractivité de la France, de même que « la réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage » (77%), « la réforme des retraites » (70%) ou « le développement de l'épargne salariale » (63%).

De fait, la lecture du tableau de bord** de l'attractivité de la France publié conjointement par Business France et la Direction générale du Trésor monte que l'introduction, en 2015, du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), remplacé en janvier 2019 par un allègement des cotisations sociales, porte ses fruits : en 2018, la France a enregistré le 2e plus faible taux de progression des coûts salariaux unitaires du panel de pays retenus par le Tableau de Bord. Les CSU n'ont progressé que de 0,9% en France, derrière l'Espagne (0,5%) et devant le Royaume-Uni (2,3%), l'Allemagne (2,6%) et la moyenne de l'UE 28 (1,6%). Ce résultat s'explique par une croissance de la productivité horaire du travail (+0,9%) plus forte que celle observée au RU et en Allemagne. Et grâce au Crédit Impôt Recherche, dispositif fiscal le plus incitatif parmi les pays de l'OCDE, le coût moyen d'un chercheur en France est inférieur au coût d'un chercheur aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne ou encore au Japon. En 2018, le CIR et les subventions associées diminuaient de 28 % le coût d'un chercheur en France.



Si un répondant sur deux juge auprès d'IPSOS que « *le rythme des réformes engagées par le Gouvernement* » n'est « *pas assez rapide* », ce chiffre est en net recul par rapport à l'an dernier (-15 points). On constate enfin que les **priorités en matière de futures réformes concernent, aux yeux des responsables interrogés, des sujets liés à « la réduction du coût du travail » (70%), à « la stabilité juridique et fiscale » (58%), à la « poursuite du déverrouillage du marché du travail » (48%) et au « renforcement de la compétitivité fiscale » (41%).**

... et un contexte international tendu qui a particulièrement affecté l'attractivité de certains pays concurrents

Au-delà de la politique mise en place par la majorité au pouvoir depuis 2017, le contexte international joue positivement du fait de l'incertitude politique forte dans plusieurs pays. Ainsi, 76% des responsables d'entreprises implantées en France jugent que l'image de la France par rapport au Royaume-Uni s'est améliorée depuis un an, **signe que l'impact du Brexit reste fort aux yeux des leaders économiques**. Même constat par rapport à l'Italie (63%), qui souffre sans doute de l'entrée au Gouvernement d'un Mouvement 5 Etoiles jugé peu à l'écoute des entreprises et en Allemagne (46%), où les incertitudes vis-à-vis de l'après-Merkel peuvent susciter des craintes...

**Sondage réalisé auprès de 200 responsables de sociétés étrangères de plus de 250 salariés implantées en France, entre le 25 septembre et le 5 novembre 2019.*

***Ce tableau de bord compare la France à un panel de treize pays et examine un ensemble d'indicateurs couvrant la plupart des déterminants de l'attractivité (économie, capital humain, infrastructures, coût du travail...).*

A propos du rendez-vous des États de la France

Fondé en 2005 par Denis Zervudacki, les « États de la France » est l'évènement annuel qui réunit les représentants de sociétés étrangères implantées en France sur la problématique de l'attractivité. Chaque année, une journée de débat et de discussions est organisée pour mesurer l'évolution de l'attractivité de la France – appréciée notamment au travers d'un sondage réalisé par IPSOS – et réfléchir aux leviers d'amélioration. La quatorzième édition des États de la France bénéficie du soutien des partenaires stratégiques suivants : Accenture, Adecco, AstraZeneca, Compass Group, EY, Hewlett Packard Enterprise, Siemens, United Technologies, ainsi que de plus de 70 multinationales étrangères.

A propos de Business France

Business France est l'agence nationale au service de l'internationalisation de l'économie française. Elle est chargée du développement international des entreprises et de leurs exportations, ainsi que de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France. Elle promeut l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires. Elle gère et développe le V.I.E (Volontariat International en Entreprise). Business France dispose de 1 500 collaborateurs situés en France et dans 56 pays. Elle s'appuie sur un réseau de partenaires. Depuis janvier 2019, dans le cadre de la réforme du dispositif public d'accompagnement à l'export, Business France a concédé



l'accompagnement des PME et ETI françaises à des partenaires privés sur les marchés suivants : Belgique, Hongrie, Maroc, Norvège, Philippines et Singapour.

A propos d'IPSOS

Ipsos est le troisième Groupe mondial des études. Avec une présence effective dans 88 pays, il emploie plus de 16 000 salariés et a la capacité de conduire des programmes de recherche dans plus de 100 pays. Créé en 1975, Ipsos est contrôlé et dirigé par des professionnels des études. Ils ont construit un groupe solide autour d'un positionnement unique de multi-spécialistes – Études sur les Médias et l'Expression des marques, Recherche Marketing, Études pour le Management de la Relation Clients / Employés, Opinion et recherche sociale, Recueil de données sur mobile, internet, face à face et téléphone, traitement et mise à disposition des résultats.

Ipsos est coté sur l'Eurolist - NYSE-Euronext. La société fait partie de l'indice SBF 120 et de l'indice Mid-60 et est éligible au Service de Règlement Différé (SRD). Code ISIN FR000007323298, Reuters ISOS.PA, Bloomberg IPS:FP

Contacts presse :

Pour Les États de la France

Laurence TOVI - Tel : +33 (0)6 34 78 36 32 – laurence.tovi@taddeo.fr

Business France

Cynthia.odsi@businessfrance.fr ; severine.decarvalho@businessfrance.fr

EMBARGO MERCREDI 20/12/2011